

À l'intérieur du Palais des droits (1/4)

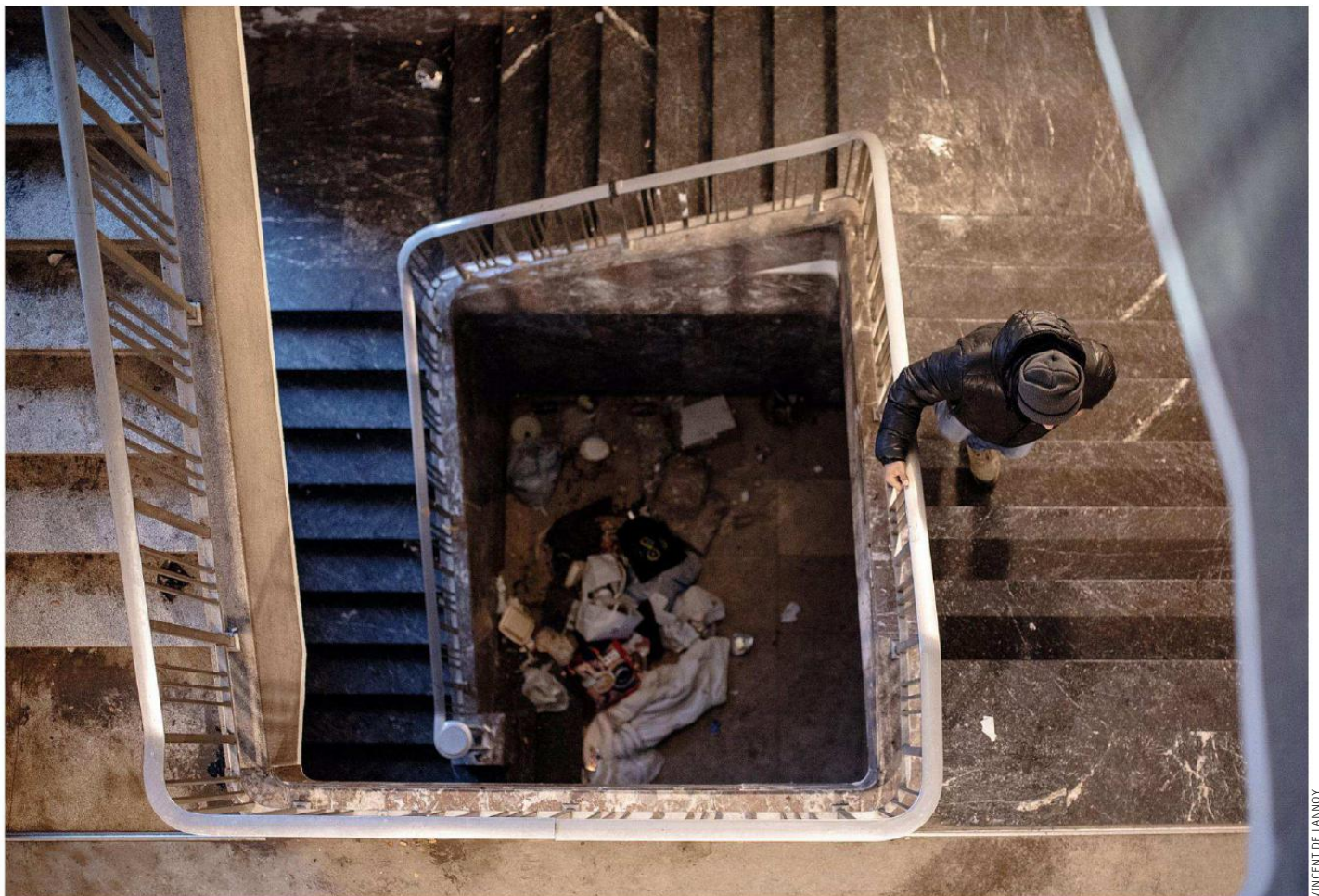
Série. Depuis fin octobre, faute de place dans les centres d'accueil, un millier de demandeurs d'asile ont trouvé refuge dans un squat à Schaerbeek, ironiquement nommé "Palais des droits".

Durant deux semaines, *La Libre* a investi ce bâtiment pour raconter cette crise à la fois humanitaire, sanitaire, sécuritaire et politique qui se déroule au cœur de la capitale de l'Europe.

Premier épisode: les occupants.

- À Schaerbeek, un millier de personnes survivent dans un squat.
- L'écrasante majorité a introduit une demande de protection internationale.
- "La Libre" est partie à leur rencontre.

“Le gouvernement doit entendre nos histoires”



Au Palais des droits de Schaerbeek, un millier de personnes vivent dans des conditions sanitaires déplorables.

Rencontres
Vincent de Lannoy
et Elise Legrand

Soirée d'hiver. "Palais des droits" est écrit en lettres capitales sur l'immense drap blanc accroché à la façade de l'ancien bâtiment du SPF Finances, à Schaerbeek. C'est là, au numéro 48 de la rue des Palais, que des centaines de candidats à l'asile en Belgique ont trouvé refuge depuis le 21 octobre 2021. Ils y squattent pour éviter de mourir de froid devant les portes de Fedasil, l'agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile. L'État belge devrait fournir temporairement un toit à ces demandeurs de protection internationale. Mais il se montre incapable de respecter ses obligations.

Avec les températures négatives de cet hiver, l'adresse du bâtiment a rapidement fait le tour de la capitale. "Au moins un millier." "Plutôt 900." "Près de 1 200." Définir le nombre d'âmes qui crèchent actuellement au sein du Palais n'est pas évident. L'occupation quotidienne dépend en réalité de nombreux paramètres: la météo, le moment de la journée, le nombre d'arrivées sur le sol belge ou de places libérées dans des centres d'accueil. La semaine dernière, le Samusocial et Fedasil, mandatés par la Région et le fédéral, ont réalisé un recensement afin de quantifier les besoins réels des résidents.

Difficultés cumulées

Quelque 784 personnes ont officiellement été enregistrées. Toutefois, en croisant les observations de terrain et de nombreuses sources, le seuil du millier d'occupants peut raisonnablement être avancé. "Autant de gens dans un bâtiment qui n'est pas adapté à les accueillir, c'est une situation inquiétante et complètement inédite", alerte la bourgmestre de Schaerbeek, Cécile Jodogne (Défi). "Ces personnes vivent les unes sur les autres, tout en cumulant des difficultés sociales, financières, psychiatriques, juridiques, familiales. Ça ne peut pas bien se passer", abonde Vincent Manteca du Samusocial de Bruxelles.

En montant les six étages du bâtiment se présentent de nombreux Afghans, Burundais et Marocains. Mais aussi des Congolais, des Syriens, des Ukrainiens, des Érythréens, des Yéménites, des Algériens, des Guinéens... Si l'écrasante majorité des résidents sont des hommes majeurs, des familles et des Mena (mineurs étrangers non accompagnés) y ont également élu domicile. Une très large majorité de ces personnes sont demandeuses de protection internationale. "Sur les 784 personnes recensées, 735 ont droit à l'accueil", confirmaient mardi le ministre-Président bruxellois Rudi Vervoort (PS) et la secrétaire d'État à l'Asile, Nicole de Moor (CD&V). Mais dans le dédale de couloirs du bâtiment, il y a aussi des sans-abri, des travailleurs sociaux, des dealers, des bénévoles, des sans-papiers.

"J'ai fêté mes 26 ans à la rue avec une crise d'asthme"

Hugo

26 ans
Originaire du Burundi

Derrière le sourire généreux de Hugo se cache un vécu endeuillé par l'errance et l'instabilité. Après une adolescence entre Bujumbura et Kigali, le Burundais est victime de persécutions politiques à l'âge de 25 ans. Ses fréquentations avec des membres de l'opposition burundaise, à l'école secondaire, le placent sur liste noire. "Je n'ai pourtant jamais affiché mes positions politiques. Je n'ai même jamais voté."

Qu'importe. À l'été 2022, le jeune Burundais découvre les géolés de l'État. "On m'a battu à coups de bâton et plongé les pieds dans l'eau glaciale. J'avais l'impression de perdre la tête." Après sept jours de torture, Hugo est libéré. Pour combien de temps? Le Burundais anticipe. Il fuit ses terres sans

se retourner et s'envole pour la Serbie. Débute alors l'épopée européenne. Objectif ultime: Bruxelles. Après la traversée des Balkans, l'enfer des prisons croates, la visite de Milan obligatoire pour un fan de foot, trois foulées en Suisse, quatre en Allemagne, Hugo pose son sac à la gare des Guillemins. "À Liège, tous les trains vers Bruxelles étaient en retard. La SNCB, c'est comme chez nous: le train est prévu à 11 h, mais arrive à 14 h" (rires).

Aider et être aidé

Dès son arrivée à la capitale, le 9 septembre, le Burundais s'enregistre à l'Office des étrangers. Les premières nuits, c'est la débrouille. "J'ai fêté mes 26 ans à la rue avec une crise d'asthme." Pour "se vider la tête", tous les soirs à 19 h, il dispute une partie de foot au parc Maximilien. C'est là qu'il entend parler pour la première fois d'un grand bâtiment abandonné dans la rue des Palais. La perspective d'un toit au-dessus de la tête séduit le Burundais. Un week-end d'octobre, avec des

dizaines de demandeurs d'asile, ils investissent les lieux. "On nous a conseillé de rester dans le bâtiment pendant au moins quatre jours d'affilée sans faire de vagues." Une manière d'officialiser le squat. Très vite, Hugo et ses amis organisent la vie au Palais, qui se remplit de jour en jour. Un mois et demi passe. Le 13 décembre, le Burundais est accueilli dans un centre Fedasil. Mais Hugo attend toujours la confirmation de sa demande de protection internationale. Pour occuper ses journées, il devient bénévole pour Serve the City, une association qui vient en aide aux réfugiés et aux sans-abri, notamment. "Je propose du café et des biscuits dans la file de l'Office des étrangers, pour réchauffer les gens. En attendant qu'on m'aide, je veux aider les autres." Plus tard, Hugo rêve de suivre une formation pour décrocher un travail manuel, et, pourquoi pas, de "trouver une épouse". Entre-temps, il n'oublie pas ses amis restés au Palais. Dès qu'il peut, il vient partager le thé avec Ahmad.

"Les talibans ne connaissent ni l'amour ni l'islam"

Ahmad

31 ans
Originaire d'Afghanistan

Ahmad est un soldat des renseignements afghans. Pendant des années, il a formé et armé les troupes qui repoussaient les talibans. Quand le mouvement islamiste prend le pouvoir en septembre 2021, il faut se cacher, mettre sa famille à l'abri et "foutre le camp". Une balle dans la tête, des coups de bâton pieds et mains liés dans une rivière: Ahmad compile sur son téléphone des douzaines de vidéos de ce qui pourrait lui arriver si les talibans l'attrapent. Il garde aussi des photos de ses confrères sur le champ de bataille. "Ils sont tous morts sauf celui-là et ce-

lui-là." Et des copies des documents de tous ses proches, pour les extirper de leur planque dès qu'il aura ses papiers.

"Je n'ai pas choisi de risquer de mourir"

Son sac au dos, Ahmad vise la Belgique. L'armée belge ayant combattu en Afghanistan, il se dit que les autorités sont bien au fait de la situation dans son pays. Il a bon espoir d'y obtenir une protection. Iran, Turquie, Bulgarie, Serbie, Hongrie, Autriche où la police lui prend ses empreintes, Suisse, France: il traverse tous ces pays. "À pied ou en voiture, il n'y a pas de mode d'emploi pour y arriver. Il faut juste essayer de survivre. Quand vous êtes dans une forêt face à des gardes et leurs chiens, il n'y a pas de caméra pour filmer ce qu'il se passe."

Arrivé en Belgique, il explique son parcours aux autorités dans un centre de Zaventem et refuse de retourner en

Autriche, État européen responsable de sa demande d'asile, selon la convention de Dublin. Il espère encore un geste de la Belgique. "Je ne blâme pas le gouvernement belge. Il craint des arrivées plus nombreuses s'il aide trop de réfugiés. Je l'entends. Mais il doit entendre nos histoires. Je n'ai pas choisi de risquer de mourir en Afghanistan et que ma famille vive sous danger permanent."

Avec un centre, des documents, puis un travail: il se débrouillera. Il assure vouloir se rendre utile. "Je ne suis pas ici pour profiter des gens. Je remercie nos histoires. Je n'ai pas choisi de risquer de mourir en Afghanistan et que ma famille vive sous danger permanent." D'ici là, Ahmad gère les dons qui arrivent au Palais des droits. Avec Didier, un demandeur d'asile burundais, ils distribuent les fournitures aux différents étages.

"On doit essayer de s'entendre parce qu'on est tous dans le même bateau"

Didier

33 ans
Originaire du Burundi

Malgré ses conditions de vie, Didier, Burundais de 33 ans, veut rester positif. "La Belgique aime les étrangers. Pour le moment, elle me laisse ici, mais elle va trouver une solution." Didier explique avoir quitté son pays à cause de la répression politique

orchestrée par le gouvernement. Arrivé à Bruxelles en septembre 2022, il a emporté sa devise avec lui: l'hygiène, c'est la vie. Et il ne l'a pas abandonnée en découvrant l'insalubrité du squat. Au contraire, Didier supervise des rondes de nettoyage, tient un calendrier des tâches et offre des récompenses pour ceux qui se mobilisent à ses côtés. "Dans toutes les communautés du monde, il y a des gens plus ou moins motivés."

À coups de raclette, Didier tente aussi de laver l'image des habitants. Depuis plusieurs semaines, il faut composer

avec les violences quotidiennes et les drogues qui circulent aux étages supérieurs. "Au Palais, on doit apprendre à vivre avec tout le monde. Ça comprend aussi des personnes qui nous font peur. Mais si les bagarres continuent, les autorités risquent de nous mettre dehors. Et là, on sera plus d'un sans toit." Lundi dernier, un des amis de Didier s'est vu octroyer une place dans un centre Fedasil. Il est heureux pour lui. Patience. "C'est bon signe. À chaque fois, je me dis que je suis le suivant. Chaque chose vient en son temps. Demain, ça va aller."